Un rôle communautaire pour les pharmacies?

Assurer le retour des médicaments non utilisés

Anne Beyeler, Gabin Horisberger, Adélaïde Le Bloc'h, Olivier Roessinger, Alban Sadiku

Faculté de biologie et de médecine de l'Université de Lausanne

Sous la direction de Jean-Bernard Daeppen (responsable), Jacques Gaume (coordinateur), Aliciane Ischi (logistique), Patrick Bodenmann, Bernard Burnand, Aude Fauvel, Sophie Paroz, Daniel Widmer et Madeleine Baumann

Module d'immersion communautaire de la Faculté de Biologie et de Médecine de l'UNIL

Pendant 4 semaines les étudiants en médecine de 3e année de l'UNIL mènent une recherche dans la communauté sur le sujet de leur choix. L'objectif de ce module est de faire découvrir aux futurs médecins les déterminants non-biomédicaux de la santé, de la maladie et de l'exercice de la médecine: les styles de vie, les facteurs psychosociaux et culturels, l'environnement, les décisions politiques, les contraintes économiques, les questions éthiques, etc. Par groupes de 5, les étudiant(e)s commencent par définir une question de recherche originale et en explorent la littérature scientifique. Leur travail de recherche les amène à entrer en contact avec le réseau d'acteurs de la communauté concernés, professionnels ou associations de patients dont ils analysent les rôles et influences respectives. Chaque groupe est accompagné par un tuteur ou une tutrice enseignant(e) de la Faculté de biologie et de médecine de l'Université de Lausanne (UNIL). Les étudiant(e)s présentent la synthèse de leurs travaux pendant un congrès de deux jours à la fin de module. Six travaux sont des travaux interprofessionnels avec la présence d'étudiant(e)s infirmier(e)s de la *Haute Ecole de la Santé la Source*, dont deux voient aussi la collaboration d étudiants en anthropologie de la Faculté des Sciences Sociales et Politiques, avec le soutien financier de la *Direction générale de l'enseignement supérieur* du Canton de Vaud. Trois travaux parmi les plus remarquables sont choisis pour être publiés dans *Primary and Hospital Care*.

Introduction

Les médicaments achetés et non utilisés (MNU) sont des déchets spéciaux [1]. Légalement, ils ne doivent être remis qu'à un centre habilité à les réceptionner (ex: pharmacies, déchèteries) [2] et non pas jetés à la poubelle, dans l'évier ou les toilettes (fig. 1). Les pharmacies vaudoises n'ont toutefois pas l'obligation d'accepter ce retour, et les coûts d'élimination sont à leur charge [3]. Un retour systématique des MNU en pharmacie pour élimination ou une éventuelle réutilisation permettrait de réduire leur impact environnemental, leur mésusage et le gaspillage mais nécessite une population informée [4]. Nous avons donc exploré les connaissances et motivations d'un échantillon de la population et de pharmaciens et médecins vaudois quant au retour des MNU en pharmacie. Nous voulions notamment savoir s'il s'agissait à leurs yeux d'un rôle communautaire des pharmacies et quels étaient les moyens mis en œuvre ou souhaités afin d'encourager ce retour.

Méthode

Par des entretiens semi-structurés, nous avons interrogé 7 personnes de la population (d'âge, de sexe et d'état civil divers), 5 pharmaciens et 4 médecins vaudois. Nous avons également rencontré un représentant de la Direction générale de l'environnement du Canton de Vaud, de la Coopérative romande de sensibilisation à la gestion des déchets, de la Société Vaudoise de Pharmacie, la Pharmacienne cantonale, un fondateur des Pharmacies du cœur à Genève, une experte en écotoxicologie, un responsable d'une chaîne de pharmacies et un médecin récupérant des MNU exerçant hors du

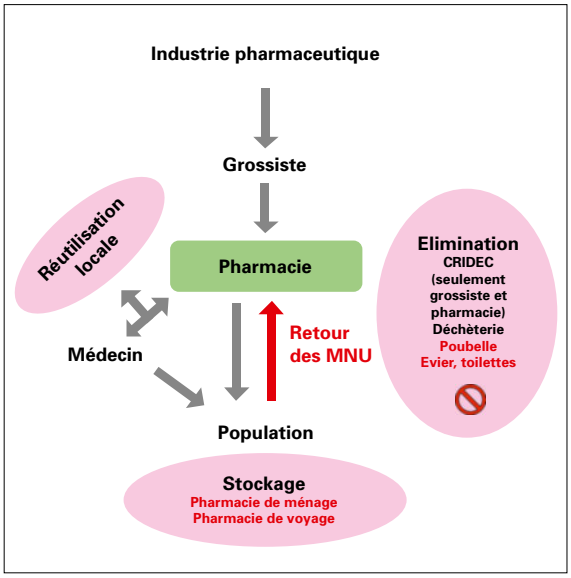

Figure 1: Le parcours du médicament.

Published under the copyright license "Attribution – Non-Commercial – NoDerivatives 4.0". No commercial reuse without permission. See: http://emh.ch/en/services/permissions.html

canton de Vaud. La société de valorisation des déchets spéciaux CRIDEC nous a répondu par email et nous sommes passés dans 5 déchèteries.

Résultats

Plus de la moitié de l'échantillon de la population savait qu'il pouvait retourner ses MNU en pharmacie. Les pharmaciens interrogés pensaient que la population était bien informée au vu des MNU retournés, mais les médecins étaient d'avis contraire. Nous avons noté que l'élimination ne se faisait pas toujours correctement, y compris par les professionnels.

Notre échantillon de population ramenait ses MNU principalement pour en limiter l'accès aux enfants et l'impact environnemental. Il serait motivé par une possible réutilisation. Les pharmaciens et les médecins pensaient que le retour des MNU limitait les mésusages et assurait une élimination adéquate.

Le retour des MNU était perçu comme un rôle communautaire des pharmacies, le pharmacien étant un professionnel du médicament.

Concernant la promotion du retour des MNU, notre échantillon de population se disait peu informé. Les pharmaciens et parfois les médecins donnaient des informations. La chaîne de pharmacie disposait des affiches dans ses officines.

La population interrogée souhaiterait être plus informée lors de la prescription, à la vente, par des publicités, un logo sur l'emballage, etc. Les pharmaciens souhaiteraient une meilleure répartition des coûts, du volume des MNU et une aide au tri. Les médecins pensaient qu'ils pourraient plus informer. Vendre à l'unité, adapter la taille d'emballage et une meilleure collaboration médecin-pharmacien afin d'augmenter l'adhérence au traitement étaient souvent mentionnés pour limiter les MNU.

Nous avons relevé d'autres problèmes comme le refus du retour par certaines pharmacies, l'absence de points de collecte systématiques dans les déchèteries et une information peu visible, parfois contradictoire ou fluctuante dans le temps.

Discussion

Nous constatons que notre échantillon de population est en partie informé et désirerait l'être plus. L'élimination n'est pas toujours adéquate, y compris par les professionnels. Le retour est globalement accepté comme un rôle communautaire des pharmacies, les coûts ne devant cependant pas être à leur seule charge. L'information n'est pas toujours accessible et claire, ni l'exécution du retour facilitée. Il serait donc souhaitable de réunir les acteurs des systèmes de santé et d'élimination des déchets afin d'uniformiser, clarifier et promouvoir l'information, répartir les coûts d'élimination et éventuellement soutenir la réutilisation locale des MNU non périmés.

Remerciements
Nous remercions les intervenants interrogés et notre tutrice, la Dre Bickle Graz.

Correspondance:
Dr. phil. Jacques Gaume
Responsable de recherche
Coordinateur du module B3.6 – Immersion communautaire
Département universitaire de médecine et santé communautaires CHUV
Avenue de Beaumont 21 bis, Bâtiment P2
CH-1011 Lausanne
Jacques.Gaume[at]chuv.ch

Références

1 Buletti M. Elimination des déchets médicaux [Brochure]. Berne: Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage; 2004;43p.
2 Office fédéral de l'environnement. Obligations des ménages [En ligne]. [mise à jour le 10.04.2012; consulté le 03.03.2017]. Disponible: https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/dechets/info-specialistes/politique-des-dechets-et-mesures/aide-a-l_execution-relative-aux-mouvements-de-dechets-speciaux-e/obligations-du-detenteur-lors-de-la-remise-de-dechets/obligations-des-menages.html
3 Lehoczki A. Médicaments non utilisés par les patients: évaluation des retours en pharmacie et perspectives [Travail de diplôme non publié]. Genève: Faculté des sciences de l'Université de Genève; 2007.
4 Tong AY, Peake BM, Braund R. Disposal practices for unused medications around the world. Environ Int. 2011;37(1):292–8. doi: 10.1016/j.envint.2010.10.002

Published under the copyright license "Attribution – Non-Commercial – NoDerivatives 4.0". No commercial reuse without permission. See: http://emh.ch/en/services/permissions.html